



FRANCE

Education Prime au travail pour les profs

C'ÉTAIT ATTENDU, mais c'est désormais officiel. Emmanuel Macron veut faire de l'école un « *chantier majeur* » du prochain quinquennat s'il est réélu, a-t-il expliqué, jeudi 17 mars, dans son discours programmatique. « *Nous avons beaucoup investi, et pourtant les choses ne vont pas assez vite. Les investissements ne suffisent pas. Il faut redonner la possibilité d'adapter les solutions aux réalités de terrain* », estime-t-il après cinq ans de mandat. Et de constater : « *Aujourd'hui, les enseignants ne se sentent pas suffisamment payés et reconnus, les familles sont confrontées à de l'absentéisme et ne sont pas satisfaites, les enfants manquent de confiance, et nous continuons à avoir de mauvais résultats* » dans les comparaisons internationales des systèmes éducatifs, comme PISA.

Pour y remédier, le candidat propose un « *changement de méthode* » fondé sur une large concertation de plusieurs mois avec toutes les parties prenantes – enseignants, parents, élèves, associations, collectivités locales – afin de « *mobiliser différemment les énergies* ». Une évolution qui tranche avec ces cinq dernières années marquées par une défiance croissante des enseignants envers leur ministre, Jean-Michel Blanquer.

Suivre l'expérimentation marseillaise

Si Emmanuel Macron affiche la volonté d'un « *travail collectif* », il fixe des objectifs précis à cette concertation. Le candidat propose « *un nouveau pacte* » aux enseignants. L'augmentation « *substantielle* » de leur rémunération sera conditionnée à l'acceptation de nouvelles missions, au premier rang desquelles le remplacement « *systématique* » des enseignants absents. Un suivi plus poussé des élèves, l'aide aux devoirs ou des liens plus étroits avec le périscolaire sont également évoqués. Les enseignants en poste auront le choix d'accepter ou non ce nouveau contrat. Pour ceux qui entreront dans le métier, ces nouvelles conditions seront obligatoires. Six milliards d'euros seront consacrés à la masse salariale sur les 12 milliards d'investissements dévolus pendant le quinquennat à l'éducation et à la jeunesse dans le programme.

Emmanuel Macron assume ainsi des niveaux de rémunération différents selon que les enseignants sont volontaires ou non. Un chiffon rouge pour beaucoup de syndicats, pour qui le métier s'est déjà

alourdi et complexifié ces dernières années et qui attendent des revalorisations salariales sans contrepartie. Le salaire des enseignants, en début de carrière particulièrement, a décroché ces dernières décennies. Il correspondait à 2,3 fois le smic en 1980, contre 1,2 en 2020.

Second « *levier de transformation* » pour le président candidat : donner plus de liberté aux établissements pour « *valoriser l'expertise de terrain* ». Cette autonomie accrue figurait déjà dans la campagne d'Emmanuel Macron de 2017, mais n'a pas trouvé corps dans le quinquennat qui s'achève. Le candidat y revient et prend en exemple l'expérimentation de l'« *école du futur* » qu'il a lancée à Marseille en septembre 2021. Près de 60 établissements scolaires y bénéficient de davantage de moyens pour mettre en œuvre leur projet. Le candidat se montre favorable, dans ce cadre, à ce que le chef d'établissement puisse participer au recrutement de ses équipes sur des « *postes à profil* », car il doit pouvoir compter sur « *un collectif qui adhère à un projet* ».

Emmanuel Macron souhaite en outre apporter « *plus de transparence* » aux familles et rendre publics les résultats des évaluations « *au niveau de la classe, au niveau de l'établissement* ». Une manière de pouvoir « *comparer les méthodes pédagogiques* ». Là encore, il s'agit d'une ligne de fracture pour les organisations représentatives, qui y voient « *une mise en concurrence* » des enseignants et des établissements. Le candidat a par ailleurs confirmé sa volonté de réformer le lycée professionnel dans un volet de son programme consacré au savoir, aux compétences et au travail, preuve de son ambition de rapprocher ces formations des besoins des entreprises. Le candidat veut se saisir dans ce cadre de « *ce qui a été réussi sur l'apprentissage* ». Cette association de l'école avec le monde économique s'illustre aussi dans sa proposition de consacrer une demi-journée par semaine au collège à l'orientation, avec l'intervention d'entreprises, comme il l'avait expliqué lors de son premier déplacement de campagne dans les Yvelines, le 7 mars.

Des changements d'ampleur que le président candidat revendique : « *Ces réformes ne plairont pas à tout le monde* », mais il s'agit, selon lui, de mettre en œuvre une « *véritable égalité* ». ■

SYLVIE LECHERBONNIER

